

ÉDITORIAL

Nations unies

Suivons avec attention ce qui se passera la semaine prochaine à New York dans le cadre aussi imposant que prestigieux de la « Maison de verre » située sur les berges de l'East River, en plein cœur de Manhattan. Là, en effet, se réunira pour la 71ème session de l'Assemblée générale des Nations unies la fine fleur de la gouvernance mondiale et là se débattront des questions dont dépend pour une large part le destin de l'humanité : le développement durable, la culture de la paix, la protection de l'environnement, la lutte contre les dérives climatiques, l'explosion du phénomène migratoire, la prévention et la gestion des crises.

À quelques heures de l'ouverture de cette session et avant même que débutent les débats, il est clair que l'Afrique y tiendra une place essentielle. Pour au moins deux raisons : d'abord, parce que sa croissance démographique fera d'elle, à échéance de trente ans, la plus vaste des communautés humaines ; ensuite, parce que si le continent n'accélère pas sa marche vers l'émergence et ne combat pas résolument les mauvais démons qui tentent de freiner cette progression, il verra se multiplier les conflits destructeurs qui affectent déjà plusieurs de ses sous-régions. Nous sommes bien placés pour le savoir nous qui vivons au cœur de l'Afrique, entourés de pays menacés par de grands troubles intérieurs.

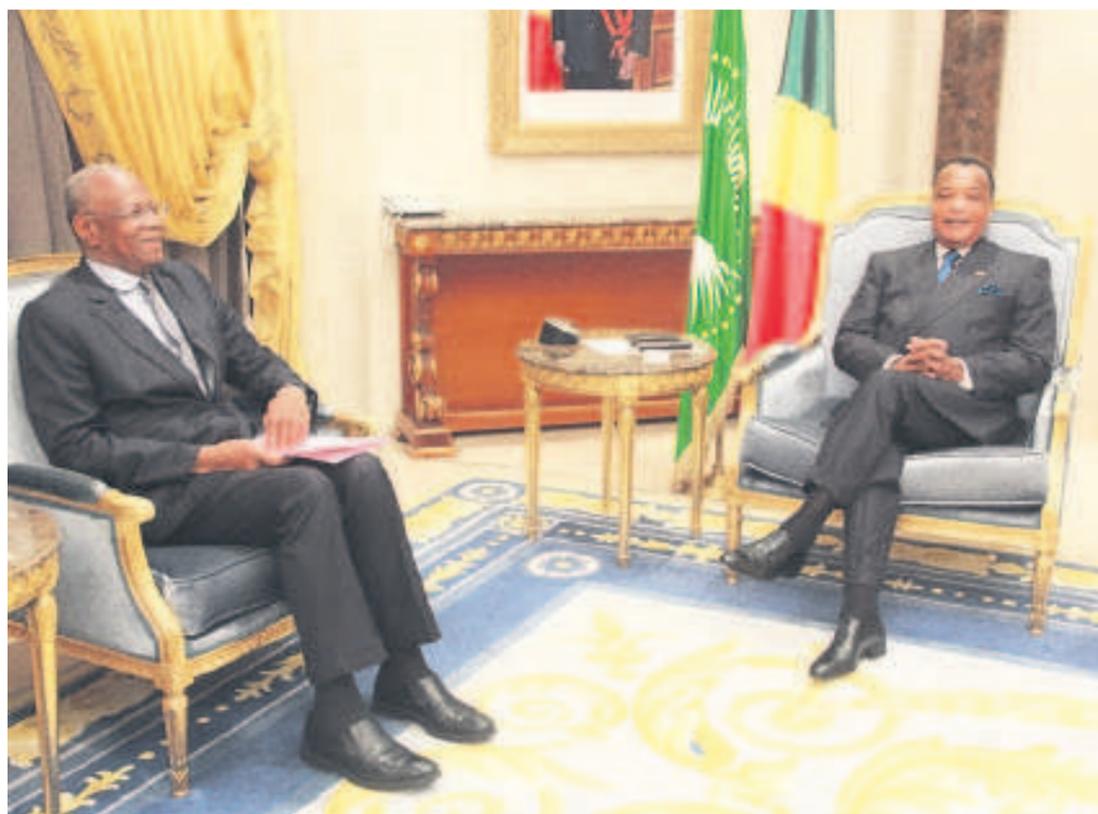
Le Congo, notre pays, qui a su mettre fin à ses tensions internes sans l'aide de quiconque, qui a fait de la protection de la nature sa priorité, qui s'emploie à réconcilier avec eux-mêmes ses plus proches voisins est évidemment très bien placé pour faire entendre la voix de l'Afrique. Même si l'Assemblée générale des Nations unies n'a pas de pouvoir exécutif réel, celui-ci étant confié au Conseil de sécurité, elle a entre les mains une arme redoutable qui est celle du débat planétaire auquel la médiatisation peut donner une ampleur inégalée. Dans un moment comme celui que nous vivons, où la peur de la dérive climatique et les conséquences désastreuses des conflits en cours font peser une menace grandissante sur le sort de l'espèce humaine, la voix de la raison énoncée calmement mais fortement a donc toutes les chances d'être entendue.

Voyons donc ce qui se passera à New York la semaine prochaine. Il n'est pas impossible que cette 71ème session de l'Assemblée générale des Nations unies nous réserve quelques surprises.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO-ONU

Denis Sassou N'Guesso échange avec Abdoulaye Bathily sur la situation politique et sécuritaire en Afrique centrale



Denis Sassou N'Guesso et Abdoulaye Bathily

Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale souhaite « des initiatives hardies » afin d'aboutir à « des solutions durables » aux crises qui secouent plusieurs pays de la sous-région. Il a exprimé ce vœu à l'issue des entretiens qu'il a eus avec le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, le 14 septembre.

Pour Abdoulaye Bathily, l'assemblée générale des Nations unies qui se tiendra dans quelques jours à New York, aux États-Unis, sera l'occasion pour les chefs d'État d'Afrique centrale présents à ce rendez-vous de faire le point sur la situation globale de la région. La crise centrafricaine notamment fera l'objet d'une session spéciale organisée en marge de l'assemblée générale, a-t-il indiqué.

« Le Congo est malheureusement au centre de ces crises qui éclatent à ses frontières, c'est pourquoi je suis venu voir monsieur

le président Denis Sassou N'Guesso pour échanger avec lui sur les perspectives des différentes solutions à ces crises. Il est important que ces échanges puissent déboucher sur des initiatives hardies susceptibles de conduire vers des solutions pacifiques en Afrique centrale », a expliqué le diplomate onusien.

Sur la situation au Gabon, Abdoulaye Bathily a déclaré souhaiter que la décision de la Cour constitutionnelle chargée du contentieux électoral puisse ouvrir les perspectives de paix et une solution durable dans ce pays. Il a formulé les mêmes souhaits pour la République démocratique du Congo en plein dialogue politique et loué la disponibilité du président Denis Sassou N'Guesso dont l'attention portée à cette autre crise est reconnue.

Gankama N'Siah

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de

service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430,

commune de la Gombe /
Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farell Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhbas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZIB..

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DÉCLARATION DE REVENUS

Des Brazzavillois dénoncent la rupture des formulaires

Certains citoyens congolais et étrangers résidant en République du Congo qui se sont rendus dans les services fiscaux des différents arrondissements de Brazzaville le dernier jour de la campagne de déclaration de revenus, ce 15 septembre, n'ont pas pu le faire pour cause de rupture de formulaires.

Ce constat a été notamment fait dans les inspections divisionnaires de Mougali et Bacongo où nos reporters ont été postés.

« Je suis fonctionnaire, je suis venue déclarer mes revenus comme on nous l'a demandé. Hélas ! Je n'ai pas pu car, il n'y avait plus de formulaires ni aux services des impôts de mon quartier à Bacongo, ni à la direction générale où j'espérais en avoir. Je ne sais que faire ! », s'est plainte une maman rencontrée, désemparée, à la direction générale des Impôts et domaines.

Donnant ses impressions sur cette opération, un citoyen abordé à l'inspection des impôts de Mougali, a, quant à lui loué l'initiative. C'est une opération de routine sous d'autres cieux, a-t-il dit, déplorant l'absence des responsables tant administratifs que politiques dans cette opération de déclara-



Une vue des déclarants à l'inspection divisionnaire des contributions de Mougali (DR)

ration d'impôts, alors que, poursuit-il « ce sont eux qui possèdent beaucoup de biens. « Par curiosité, j'ai fait le tour de trois sites, mais je n'ai croisé aucune autorité, c'est pas normal », s'est-il indigné.

Par ailleurs, réagissant à la rumeur selon laquelle les fonctionnaires qui n'auront pas souscrit verront leurs salaires être coupés, une source sûre nous a confié que pour l'heure, aucune sanction n'est envisagée. « Nous voulons d'abord sensibiliser la population. Cette déclaration ne concerne pas que les fonctionnaires de l'Etat mais tout citoyen congolais ou

étranger résidant au Congo ». Toutefois, dépassé cette date, tout contribuable n'ayant pas souscrit sa déclaration d'impôt devra se rendre auprès du service des impôts le plus proche de sa résidence dans un délai raisonnable, a ajouté cette source.

A Mfilou par contre on a pas déploré le manque de formulaires. Ici, les usagers ont plutôt déploré la sous information. « Je crains qu'on me retire beaucoup d'argent de mon salaire si je ne déclare pas mes impôts. Moi je travaille à Kinkala et je suis arrivé seulement hier à Brazzaville. Je n'avais pas l'in-

formation », a regretté Givestone Ntéla, enseignant à Kinkala, alors que Elda Matété, inspectrice d'éducation physique pense que la direction générale des Impôts n'a pas suffisamment communiqué sur la question. « Nous sommes surpris d'apprendre que cette opération est couplée à l'obtention du Numéro d'identification unique (NIU) qui exige de présenter un certain nombre de pièces administratives. Je suis obligée de repartir à la maison chercher l'attestation de présence au poste », a-t-elle lancé.

Le 23 août dernier le directeur administratif et des affaires finan-

cières, Henri Ngatsono assurant l'intérim du directeur général des impôts et des domaines, indiquait dans une déclaration que des mesures répressives conformément aux lois et règlements en vigueur seront infligées à tous ceux qui ne déclareraient pas leurs revenus.

Notons que les revenus qui font l'objet de déclaration sont classés par l'administration fiscale en sept catégories, à savoir : les revenus fonciers, les capitaux mobiliers ; les bénéfices industriels, commerciaux, artisanaux et agricoles ; les traitements, salaires et pensions ; les bénéfices de profession non-commerciale et de plus-values.

« Il reviendra aux citoyens de déclarer toutes les sept catégories de revenus qu'ils ont eu à percevoir au titre de l'année 2015. Par exemple, les revenus des maisons en location ou des dividendes perçues en qualité d'actionnaire d'une société donnée », avait expliqué Antoine Ngakosso, lors du lancement de cette opération, en veilleuse depuis 1992, du fait des retards et arriérés de salaires puis de la crise politique qu'a connue le pays, a-t-on expliqué dans les milieux fiscaux.

Lopelle Mboussa Gassia

AGRICULTURE

Des constructeurs des tracteurs agricoles italiens attirés par le Congo



Henri Djombo en audience avec la délégation italienne (Crédit photo Adiac)

Deux grands constructeurs des tracteurs agricoles italiens : Landini et Maschio Gasparado veulent accompagner le Congo dans son projet de mécanisation agricole.

Les représentants de ces grands groupes, de renommée mondiale en la matière, ont échangé le 15 septembre à Brazzaville, avec le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Henri Djombo. Il s'agit de Jules Vincent Eloungou pour Landini et Luca Panzarini pour Maschio Gasparado, tous conduits par la chargée d'affaires près l'ambassade d'Italie au Congo. « Nous avons discuté du développement de la mécanisation agricole au Congo, des perspectives de formation des opérateurs agricoles d'autant plus que le ministre a un projet dans ce

sens qui s'étale sur trois ans », a expliqué Vincent Eloungou au sortir de l'audience, même s'il n'a pas dévoilé le contenu détaillé de leur projet. Cela se fera dans les prochains jours, a-t-il indiqué.

L'échange entre Henri Djombo et la délégation italienne prouve bien que la coopération entre les deux Etats va bon train, notamment dans le domaine de l'agriculture. En rappel, le groupe Landini avait délégué des formateurs en juillet dernier, au Centre italo-congolais de formation aux métiers de mécanisation agricole d'Otsende dans le district d'Oyo pour former vingt tractoristes machinistes congolais. Aussi, l'année dernière, il y a eu une mission des opérateurs économiques italiens conduite par le Premier vice-ministre du développement agricole, Carlo Calenda. Ils ont visité à cette occasion les zones économiques

spéciales d'Oyo et de Pointe-Noire. En août 2015, le Centre italo-congolais de formation aux métiers de la mécanisation agricole a été inauguré. Du 4 au 20 octobre de la même année, les cadres du ministère de l'Agriculture ont participé à une formation de renforcement des capacités à Bari en Italie sur le thème : « La culture du maïs et sa mécanisation ». Toujours en Italie, à Milan, cette fois-ci, les cadres du même ministère ont renouvelé leurs connaissances sur la « Transformation des viandes et la maîtrise des méthodes d'engraissement des bovins », du 28 septembre au 4 décembre 2015. Aujourd'hui, à en croire Jules Vincent Eloungou, les groupes italiens Landini et Maschio Gasparado ont des atouts qu'il faut pour répondre à tous les besoins de l'agriculture congolaise.

Rominique Nerplat Makaya

SANTÉ PUBLIQUE

Les pharmaciens récusent la tarification douanière sur certains produits

Réuni en assemblée générale le 15 septembre à Brazzaville, le Syndicat national des pharmaciens du Congo a, entre autres, examiné la note signée par le directeur général des douanes instituant un tarif douanier sur les médicaments

Selon le président de ce syndicat, le Dr Boniface Okouya, les médicaments qui rentrent au Congo sont soumis à des prix fixés par le ministère du Commerce, après avoir obtenu l'autorisation de mise sur le marché (AMM). L'application de texte fait, a-t-il expliqué, que le Congolais n'aura pas accès à une gamme très large de médicaments surtout les médicaments essentiels. « Cela sous-entend que le médicament va devenir plus cher alors que nous avons suivi le chef de l'Etat avant d'aller au sommet de l'Union africaine à Kigali, parler de l'accessibilité des populations aux médicaments. Le syndicat des pharmaciens du Congo se lève contre l'application de la note n°0215/MFBPP/DGDD-DCF relative au tarif douanier de certains produits », a déclaré Boniface Okouya, précisant qu'ils vont écrire à la direction générale des Douanes pour récuser cette note qui est pour eux une note inique. Les participants à cette rencontre ont également abordé le point sur le manque d'une commission nationale d'homologation des médicaments au Congo. D'après eux, contrairement aux autres pays, le Congo est devenu un véritable dépotoir car chaque produit qui entre obtient facilement les AMM alors que la direction générale des pharmacies, l'inspection des pharmacies et l'Ordre des pharmaciens n'ont jamais visité les sites de production de ces médicaments.

« Donc, juste une littérature ne suffit pas, aujourd'hui il faut mettre en place cette commission avec plusieurs sachants, c'est ce que le chef de l'Etat dit en parlant des faux médicaments. Il nous faut mettre en place un conseil national du médicament qui aura en son sein la commission nationale de lutte contre les faux médicaments », a ajouté le président du Syndicat national des pharmaciens du Congo.

Fermer des dépôts pharmaceutiques illégaux

Ils ont, par ailleurs, parlé de la formation continue des pharmaciens qui constitue un handicap pour les pratiquants parce que le pays ne dispose pas d'une faculté de pharmacie alors que tous les pays environnants en ont. « Aujourd'hui, il faut que nous procédions à la formation continue des pharmaciens sur plusieurs thèmes », a conclu Boniface Okouya. Abordant les divers, les pharmaciens ont favorablement apprécié la décision du gouvernement consistant en la fermeture des cabinets médicaux illégaux. C'est ainsi qu'ils ont demandé à la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, d'étendre cette décision aux pharmaciens afin de fermer les dépôts pharmaceutiques ambulants ou illégaux, se trouvant surtout dans les départements.

Parfait Wilfried Douniama

unissons-nous
pour les enfants

AVIS DE VACANCE DE POSTE N°498835
Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter
Un(e) Spécialiste en Santé



Sous la supervision de la Représentante Adjointe, le/la Spécialiste en Santé sera chargé(e) du développement et de la préparation du programme de santé/s et sera responsable de la gestion, de la mise en œuvre, et du suivi et évaluation des programme/s de santé (nutrition, genre, santé maternelle, néonatale, survie/développement de l'enfant) au sein du programme de pays.

Profil requis pour le poste

- Nationalité Congolaise (République du Congo),
- Un Diplôme universitaire supérieur (au moins un Master) en santé publique / nutrition, santé pédiatrique, santé familiale, recherche en santé, santé mondiale / internationale, politique de santé et / ou de gestion, sciences de la santé environnementale, biostatistique, socio-médicale, éducation à la santé, épidémiologie ou autres sciences liées à la santé est requis.
- Au moins 5 années d'expérience professionnelle dans la planification de la santé publique/nutrition, dans des domaines pertinents de soins de santé maternelle et néonatale, la santé en situation d'urgence / préparation à la réponse humanitaire au niveau international (de préférence dans un pays en développement). Une expérience pertinente dans le programme, le développement et la gestion des projets de santé / nutrition dans un organisme du système des Nations Unies serait un atout.
- Capacité d'analyse et de conceptualisation.
- Aptitude à travailler en équipe dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces

- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Aptitude à diriger et à superviser,
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- La maîtrise de l'anglais et du français est requise. La connaissance d'une autre langue officielle de l'ONU ou d'une langue locale serait un atout.

Conditions de service

- Contrat FT d'au moins une année renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
- Grade : NO-C, selon la grille des Nations Unies.
- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 20 septembre 2016 à 23 heures 55 minutes

Titre du poste : Spécialiste en Santé, NO-C - Brazzaville

Numéro de publication : 498835

COMMENT POSTULER :

Rendez-vous sur le site UNICEF avec le lien suivant :
<http://www.unicef.org/about/employ/?job=498835>

et CLIQUEZ SUR « APPLY » pour commencer.

IMPORTANT : Les candidats doivent IMPERATIVEMENT disposer d'une adresse électronique fonctionnelle avant de postuler.

RECRUTEMENT

En vue de l'extension de ses activités à Pointe-Noire et à Brazzaville, une banque de la place procède au recrutement du personnel. Les profils recherchés sont les suivants:

POUR L'AGENCE DE POINTE NOIRE

- DIRECTEUR ADJOINT
- CAISSIER PRINCIPAL
- AGENT INFORMATIQUE ET LOGISTIQUE
- CAISSIER
- GESTIONNAIRE ENTREPRISE
- SECRETAIRE
- GESTIONNAIRE PARTICULIER
- GUICHETIER

POUR L'AGENCE DE BRAZZAVILLE

- CHEF D'AGENCE
- CAISSIER PRINCIPAL
- GESTIONNAIRE ENTREPRISE
- GESTIONNAIRE PARTICULIER
- CAISSIER
- GUICHETIER

Les candidats doivent préciser le poste et la ville de leur choix en fournissant un cv, une lettre de motivation et les copies certifiées conformes des diplômes. Tous les dossiers de candidatures doivent être envoyés avant le 23 septembre 2016 exclusivement par l'adresse e-mail suivante:
recrutbankcng@gmail.com



SECURITY GUARD

Gardiennage - Intérim et Prestation de services

Siège social : 2549, rue Charles de Foucault, centre ville / BP:805 /Tél.: 58 87 30/679 78 78/522 31 64/81 50 42

E-mail : secu_guard@yahoo.fr

L'insécurité grandissante de la société actuelle est aujourd'hui pour nous une préoccupation majeure. C'est pourquoi SECURITY GUARD vous propose ses agents afin de surveiller, de garder, de préserver, de détecter, de dissuader, d'intervenir et d'agir en temps réel. Une disponibilité optimale de 24heures/24 et 7 jours/7 par le biais des équipes homogènes alliant synergie et performance pour votre tranquillité.

À Bientôt

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Anatole Collinet Makosso insiste sur l'uniformisation de la tenue scolaire

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, a rappelé aux participants à la 18e session du Conseil national de l'éducation que la décision gouvernementale de l'uniformisation de la tenue scolaire est générale, impersonnelle et irrévocable

Depuis l'annonce de la décision de l'uniformisation de la tenue scolaire dans les secteurs publics et privés, certaines langues se délient, voulant ainsi fouler aux pieds cette démarche, surtout au niveau de certains établissements privés. Pour le ministre Anatole Collinet Makosso qui s'exprimait à la clôture des travaux de la 18e session du Conseil national de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, tenue du 12 au 14 septembre à Brazzaville, cette décision s'impose à tous et aucun plaidoyer n'est autorisé.

Six recommandations pour redorer le blason de l'école congolaise

Placé sur le thème : « La formation initiale et continue des enseignants comme l'un des piliers de la stratégie sectorielle de l'éducation », le 18e conseil national de l'éducation a regroupé les conseillers venus des douze départements du Congo. Après avoir suivi plusieurs exposés et fait l'autopsie de leur profession, les participants ont formulé six recommandations. En effet, ils ont demandé la réouverture à l'Ecole normale supérieure (ENS) des filières des déficients sensoriels (auditifs et visuels) et des psychopéda-

gues et la mise en adéquation des programmes de formation initiale avec ceux de l'enseignement. Les participants ont aussi suggéré la restauration des stages de recyclage des enseignants pendant la période de grandes vacances scolaires ; la systématisation des jardins potagers dans les établissements scolaires ; la réouverture des écoles d'application ; la concrétisation de l'ouverture à l'ENS de la filière des inspecteurs de lycées.

Clôture des travaux, le ministre Anatole Collinet Makosso a rappelé que la formation initiale et continue des enseignants était l'une des actions prioritaires de la stratégie sectorielle de l'éducation. Elle s'inscrit, selon lui, dans le cadre de la quête permanente de la qualité de l'éducation et dans la perspective de l'émergence

du pays. L'éducation est, a-t-il déclaré, au centre de toute problématique de développement durable d'un pays. Elle contribue directement au développement humain, à l'amélioration de la productivité, à l'innovation technologique et au développement socioéconomique.

« Pour y parvenir, il ne suffit pas seulement d'augmenter et d'améliorer les structures scolaires et d'avoir des apprenants, il faut aussi et surtout disposer d'enseignants bien formés, motivés et capables de relever les défis que la demande sociale exige », a souligné Anatole Collinet Makosso, s'engageant à multiplier des initiatives novatrices dans le cadre du renforcement des capacités des enseignants, en s'appuyant sur la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de l'éducation

2015-2025.

Il a, par ailleurs, martelé sur la nécessité de réviser l'armature juridique nationale et repenser les programmes tant au niveau des écoles de formation que des collèges et lycées. L'autre urgence consiste à l'élaboration d'une politique nationale de formation initiale et continue des enseignants. Celle-ci orientera toute l'action formatrice des ressources humaines de qualité. « A la lumière des résultats auxquels vous êtes parvenus et à la qualité des échanges qui ont eu lieu, j'ose croire que les recommandations de cette 18e session du conseil national, seront vulgarisées et exécutées dans le cadre du plan d'actions à moyen terme, de la stratégie sectorielle de l'éducation », espère-t-il.

Parfait Wilfried Douniama

VIE ASSOCIATIVE

Les traducteurs et interprètes sollicitent le soutien de l'État

L'Association congolaise de traducteurs et interprètes (CATI), a été créée en 2011 pour, entre autres, assurer la coexistence du français et de l'anglais. Dans un entretien avec les Dépêches de Brazzaville, son président, Philos Akousson Akoundamongo parle des missions assignées à CATI.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Pourquoi avoir créé une association de traducteurs et interprètes ?

Philos Akousson Akoundamongo (PAA) : Il y a 10 ans, la traduction et l'interprétariat au Congo revenaient uniquement à ceux et celles qui savaient parler l'anglais ou aux polyglottes. Cela se révélait insuffisant pour devenir interprète ou traducteur de profession. A l'initiative conjointe de Simplicie Dzon, Martinien Okete et moi-même, en février 2011, nous avons créé l'association « Congolese Association of translators and interpreters ». Grâce à cette structure, une fois l'adhésion validée par le conseil d'administration, l'interprète ou le traducteur se trouve en mesure d'assurer la communication dans toutes sortes de contextes multilingues, lorsque les intervenants désirent s'exprimer dans leur langue et permettre aux uns et aux autres de se comprendre



Une vue d'Interprètes et traducteurs, membres de CatI (DR)

lors des conférences, négociations, conférences de presse, séminaires, dépositions, émissions télévisées, etc.

LDB : Quel est l'objectif de CATI ?

PA A : Selon nos statuts, CATI a pour objet de promouvoir la langue anglaise au Congo et d'utiliser celle-ci comme outil de travail pour la traduction et l'interprétariat en privilégiant des activités culturelles en faveur de ses membres. Nous comptons, à ce jour, une cinquantaine de

membres actifs. Depuis cinq ans, nous assurons les prestations de l'interprétation simultanée et la traduction pour les séminaires et conférences au Congo. Chaque membre de l'association a les références universitaires et professionnelles exigées pour la profession. Doté du bouquet de compétences linguistiques requis, chacun des membres de CATI est en mesure d'assurer sa mission de traducteur et interprète professionnel au Congo par une traduction de qualité, fidèle, respectueuse et éthique.

Notre travail a ainsi permis aux hommes et aux femmes, quelles que soient leur langue et leur culture, de se comprendre au-delà des mots.

LDB : Quel est votre périmètre d'actions ?

PA A : Nous sommes, pour l'instant, sollicités pour les prestations qui se déroulent au Congo. Surtout en un temps où Brazzaville, grâce à ses infrastructures aux normes internationales de l'interprétation, redevient la destination de choix pour les

événements internationaux. Au niveau des services linguistiques à fournir, nous travaillons avec le PNUD, le ministère des Affaires sociales, les ONG et les entreprises du secteur privé. Toutes ces structures ont recours aux professionnels d'interprétation simultanée au quotidien. C'est dans ce cadre que l'association a utilement œuvré lors de l'atelier des conseillers à la coordination du système des Nations Unies d'Afrique de l'Ouest et du Centre tenu à Brazzaville du 22 au 25 février 2011.

LDB : Quelles sont vos perspectives ?

PA A : Nous avons réussi à tisser un réseau de près d'une cinquantaine de membres actifs dans le cadre du travail de traduction et de la fourniture de prestations orales à la demande. Mais il nous manque le soutien de l'Etat pour nous permettre de l'étendre dans chaque entreprise et institution ayant recours à la traduction ou à l'interprétariat. Car nous devrions constituer prioritairement la solution locale légitime pour tous les appels d'offres plutôt que de s'adresser aux cabinets étrangers.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma



@MTN_123

MTN CONGO

MTN CONGO

MTN CONGO

MTN CONGO

Ce Nouveau Monde, il est pour toi.

mtncongo.net

Head Office switchboard Tel: +242 06 966 11 00 | Website: www.mtncongo.net

MTN CONGO S.A.



LE RESEAU DES SMARTPHONES

**30.000.000 F
À SE PARTAGER**

Jusqu'au 19 octobre,
active un forfait Masolo
ou Internet pour être éligible

Promo
Rentrée scolaire



ANALYSE

Crise libyenne: à quoi peut servir le rapport du Parlement anglais?

Cinq ans après la chute de Mouammar Kadhafi, les parlementaires anglais révèlent dans un rapport rendu public, le 14 septembre, les tenants et aboutissants de la traque sans pitié du chef de la Jamahiriya libyenne menée de bout en bout, pendant huit mois, par la France, le Royaume Uni et les Etats-Unis à l'appui des rebelles.

Au fond, note ce rapport, l'opération contre Kadhafi était loin d'être motivée par la seule volonté des dirigeants des trois puissances de protéger les civils pris en chasse par les forces libyennes dans la ville de Benghazi. Elle était plutôt téléguidée par des raisons de politique intérieure et extérieure de Paris, Londres et Washington décidés à se trouver un bouc-émissaire. Un jeu de dupes aussi, dans lequel l'un des protagonistes a peut-être mené les autres par le bout du nez. Et le « guide » libyen qui ne faisait pas mystère de ses audacieuses ambitions panafricaines lui en a donné le change. À travers une gestion inappropriée de la crise qui venait de se déclarer dans son pays.

Il paraît important de répondre à la question posée au début de ce texte : à quoi peut en effet servir le rapport des parle-



Nicolas Sarkozy, Mustafa Abdul Jalil et David Cameron (Photo Afp Wojazer)

mentaires anglais ? À renforcer l'opinion que se font des voix moins écoutées sur la scène internationale, à savoir que la gouvernance internationale est déséquilibrée, assez pour être repensée. Pour le reste, il ne servira qu'à peu de chose car les dommages causés à la Libye ne seront jamais réparés, les responsables désignés ne répondront de rien, la faute incombera toujours aux plus faibles. Comme d'autres interventions de ce type, conduites à quelque chose près par les mêmes puissances, notamment en Irak, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Le rapport de la Chambre des communes britannique souligne combien la France, la Grande Bretagne et les Etats-Unis avaient exagéré la menace qui pèserait à l'époque sur les civils libyens dans la deuxième ville du pays. « On est passé d'une intervention ponctuelle de défense de la population de Benghazi à une opération de changement de régime », note-t-on. Au demeurant, lorsqu'éclate la rébellion en Libye qui trouve un terreau favorable à Benghazi dans la foulée des « printemps arabes », la peur de voir les forces loyalistes massacrer des civils est partagée par de nom-

breux observateurs. Le rapport des Anglais croit savoir que les rebelles bénéficient alors du soutien de l'Arabie Saoudite et du Qatar. La Ligue arabe et l'Union africaine réclament une intervention extérieure. Selon le rapport, le Conseil de sécurité de l'ONU donne son accord à une intervention au nom de la protection des civils. Mais Londres, Paris et Washington vont bien au-delà et, durant plus de deux mois, mènent une campagne de bombardements qui appuie, de facto, l'avance de la rébellion au sol.

Pointant la responsabilité de l'ancien président français Ni-

colas Sarkozy et de l'ex-Premier ministre britannique, David Cameron, le rapport indique, concernant le dirigeant français que cinq raisons l'auraient poussé à la guerre en Libye : accéder au pétrole libyen ; accroître l'influence française en Afrique du Nord ; améliorer sa situation politique personnelle en France ; donner l'occasion à l'armée française de reprendre son rang ; contrer la prétention de Kadhafi à remplacer le leadership de la France dans l'Afrique francophone. Le rapport cite pour ce faire « une conversation entre des officiers de renseignements français et Sidney Blumenthal, conseiller d'Hillary Clinton, qui était à l'époque secrétaire d'État ».

Face à l'état de déliquescence dans lequel se trouve la Libye aujourd'hui, à la prolifération des groupes djihadistes déterminés à marquer leur existence par la propagation partout du sang et du feu, à la crise des migrants aux conséquences insoupçonnées, la photo de triomphe représentant les vainqueurs de la guerre toute provenance confondue n'est plus qu'un lointain souvenir, un certain souvenir. Elle fut prise à Benghazi, le 15 septembre 2011.

Les Dépêches de Brazzaville

GABON

La Cour constitutionnelle sous pression

La Cour constitutionnelle est sous pression maximale pour valider ou non les résultats provisoires donnant Ali Bongo vainqueur. Le dénouement de la crise post-électorale repose désormais sur cette haute juridiction.

De nombreux Gabonais retiennent leur souffle en attendant le verdict qui sera rendu au plus tard le 23 septembre. La Cour constitutionnelle penchera-t-elle une nouvelle fois du côté du pouvoir pour mettre fin au bras de fer entre Ali Bongo et son rival, Jean Ping, qui revendique lui aussi la victoire ?

Pour mémoire, en 2009, l'institution avait rejeté les 11 requêtes en annulation introduites par le principal opposant d'alors, André Mba Obame, et validé l'élection d'Ali Bongo. Le camp Ping a déposé, le 8 septembre, un recours pour demander un nouveau décompte des voix dans la province du Haut-Ogooué, comme le réclamait la communauté internationale, favorable à la voie légaliste pour sortir le pays de l'impasse. « Personne ne voudrait être à la place de Mme Mborantsuo (présidente de la Cour constitutionnelle) en ce moment », analyse une source diplomatique : « elle est soumise à d'énormes pressions des deux camps ».

La proclamation le 31 août des résultats provisoires du scrutin à un tour du 27 août, avait déclenché des émeutes meurtrières et des pillages dans tout le pays. Chez les partisans de Ping, on promet déjà qu'on ne se laissera pas faire : « la seule option est qu'Ali dégage ». Lors d'un point de presse, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Faustin Boukoubi a, pour sa part, déclaré : « Nous sommes tous en attente, nous avons les regards tournés vers la Cour constitutionnelle. Nous attendons ce qu'elle dira et en bons républicains nous sommes tout à fait disposés à appliquer les instructions de la Cour, à mettre en œuvre les décisions de la Cour ». Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine demande dans un communiqué, à la Commission de l'UA de déployer des observateurs au Gabon, en vue d'assister la Cour constitutionnelle dans l'examen du recours déposé par le candidat de l'opposition, Jean Ping. L'ancien président de la commission conteste ainsi la réélection annoncée d'Ali Bongo et notamment les résultats dans la province du Haut-Ogooué où le chef de l'Etat sortant est crédité de plus de 95 % des voix.

Josiane Mambou Loukoula

SOMMET DU G20

Des observateurs étrangers font l'éloge du rôle joué par la Chine

Des observateurs étrangers ont salué le rôle plus actif et plus mature que la Chine joue au sein du G20 en présidant avec succès un sommet qui a mis en avant l'innovation et la coopération en vue de stimuler la croissance de l'économie mondiale.

Le sommet du G20 s'est clôturé lundi dans la ville chinoise de Hangzhou avec l'adoption d'une déclaration soulignant l'orientation et les objectifs de développement du groupe ainsi que le Consensus de Hangzhou sur la facilitation de la croissance économique mondiale par des mesures à long terme, globales, ouvertes, innovantes et inclusives.

Appel à l'innovation et à la coopération

La Chine a joué un « rôle essentiel » au sommet du G20, appelant les économies majeures du monde à promouvoir l'innovation et la coopération, a déclaré Gustavo Girado, directeur du cabinet-conseil portègne Asia & Argentina, dans un récent entretien à l'agence Xinhua.

L'accueil par la Chine de cette réunion a permis de recentrer le groupe vers ces deux facteurs,

qui pourraient jouer un rôle clé dans la reprise de l'économie mondiale, a indiqué M. Girado. Alors que le terrorisme et les actes de violence représentent une menace continue à la stabilité mondiale, la Chine « voulait réorienter l'ordre des intérêts vers les questions institutionnelles et économiques qui ont été à l'origine de la montée en puissance du groupe », a-t-il expliqué.

Assumant la présidence du G20 pour 2016, la Chine a donné le ton et établi le programme du groupe en définissant le thème de son récent sommet : « Vers une économie mondiale innovante, revigorée, interconnectée et inclusive ». « Il est évident que les orientations générales que la Chine a proposées pour le programme de la réunion ont été incluses dans la déclaration finale du groupe, et c'est important », a déclaré Gustavo Girado, ajoutant que cela pourrait permettre d'élever la barre lors du prochain sommet du G20 que l'Allemagne accueillera l'an prochain à Hambourg.

Les membres du G20 « se sont mis d'accord sur les orientations pour coordonner leurs

politiques et stimuler la croissance en encourageant l'innovation, qui est un sujet particulièrement important pour le président chinois, Xi Jinping, qui a pris cette initiative », a fait remarquer l'économiste.

Une récession est le défi principal pour le développement de l'économie mondiale, a estimé M. Girado.

« Le ralentissement de l'économie de la Chine, qui traverse une période de réformes, est une question réelle », a noté M. Girado, ajoutant que le cœur de la question est que beaucoup de pays dépendent du dynamisme de l'économie chinoise. Par conséquent, le monde prête une grande attention à la Chine et à ses projets de développement d'envergure, a-t-il ajouté.

« Les plans de développement régional hautement ambitieux, tels que l'initiative sur « la Ceinture et la Route », soutenus par les financements d'entités multinationales, le cas de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) et la banque des pays BRICS, ont attiré l'attention du monde », a observé M. Girado.

Xinhua



LES VENDREDIS DU JAZZ



UN SON AUTHENTIQUE
POUR UN MOMENT EXCEPTIONNEL

AVEC FREDY MABANZA & WAKASSA GROUP

VENDREDI 16 SEPTEMBRE, DE 19H30 À 22H30

ESSENGO BAR



PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



Sur les traces de Pierre SAVORGNAN de BRAZZA

CASTING

Radisson BLU
M BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

Conditions
Jeunes filles mesurant 1,63m et +
Jeunes hommes mesurant 1,75m et +

Inscrivez vous dans l'histoire des grands explorateurs

En envoyant une photo + coordonnées aux pages Facebook (inbox) ELISAV et EtobCABON Du 5 au 20 septembre

À GAGNER
Un Défilé de Mode Spectacle le 8 octobre au Mésolée Pierre Savorgnan de Brazza à Brazzaville

Infoline : 06 609 87 60

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1 Diabes noirs monte sur la 3^e marche

En battant difficilement Pigeon vert le 14 septembre au stade Alphonse-Massamba-Débat, les Diabes noirs sont revenus à la hauteur de l'Etoile du Congo (65 points). La différence des buts permettent aux Stelliens de conserver leur statut de dauphin de l'Athlétique club Léopards puisque la Jeunesse sportive de Talangaï a manqué le coche face à Tongo Football club.

Le profond écart creusé par les Fauves du Niari n'a pas ôté le championnat congolais de toute sa saveur. A chaque journée ou encore à chaque match, leurs poursuivants notamment l'Etoile du Congo, Diabes noirs, la Jeunesse sportive de Talangaï voire la Jeunesse sportive de Poto-Poto surveillent de près, les prestations des autres prétendants aux deux places qualificatives aux compétitions africaines qui restent encore vacantes après les deux billets gagnés par AC Léopards et le Cara. Le mercredi, dans le duel à distance qui a opposé, la Jeunesse sportive de Talangaï (JST) aux Diabes noirs dans le cadre des matches remis, ce sont plutôt les Diablotins qui s'en sortent victorieux. Les Diabes noirs ont eu toutes les peines du monde pour battre Pigeon vert, la lanterne rouge du championnat 1-0 en match en retard de la 26^e journée. Jonathan Mbou a signé l'unique but après le premier quart d'heure de la reprise.

premières minutes du match sur un penalty transformé par Francky Oba, le gardien de TFC.



Avec toutes les peines du monde, les Diabes noirs vainqueur de Pigeon vert, sont deuxième ex aequo (Adiac)

Cette victoire a permis aux jaune et noir d'évincer la JST de la troisième place. La JST occupe actuellement la 4^e place, celle qui ne donne pas droit à la coupe d'Afrique après s'être inclinée 1-2 face à Tongo FC en match remis de la 32^e journée. La JST n'a pas entamé de la meilleure des manières ce match. Elle encaisse un but dès les

L'entrée de Wilfried Nkaya, dès l'entame de la seconde période, a permis à la JST de revenir dans le match. Sur une reprise de la tête à la 60^e minute, Nkaya a égalisé, prouvant ainsi à son coach qu'il a eu tort de débiter le match avec lui sur le banc. Pendant que la JST poussait, Raima Bissila lui a attendu les derniers instants du match pour lui planter un but assassin. La JST bloque son compteur à 63 points pendant que le TFC a amélioré le sien à 41. Notons qu'en match avancé de la 34^e journée, le FC Kondzo a battu au Complexe sportif de Pointe-Noire Munisport sur un score de 3-1.

James Golden Eloué

APPEL À CONTRIBUTION

POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉGLISE IMPACT CENTRE CHRÉTIEN (ICC) DE BRAZZAVILLE

**Avez-vous déjà expérimenté un bienfait de la part de Dieu ?
Désirez-vous soutenir l'expansion de l'Évangile de Jésus-Christ ?**

Rejoignez-nous dans le projet « **les Piliers du Royaume** » et bâtissons ensemble le nouveau temple de l'église Impact Centre Chrétien de Brazzaville.

Vous pouvez, dès à présent, nous faire parvenir, en une ou plusieurs fois, votre contribution financière et/ou matérielle pour construire ce temple d'une capacité de plus de 2500 places avec en plus des salles annexes polyvalentes destinées, entre autres, à des formations pluridisciplinaires ainsi que des espaces dédiés aux jeunes et aux enfants.

Moyens de paiement

Vous pouvez nous faire parvenir votre contribution en espèces par :

- Chèque à l'ordre de Impact Centre Chrétien.
- Virement bancaire sur notre compte ECOBANK dont voici les coordonnées

BANQUE	CODE BANQUE	GUICHET	N° COMPTE	CLE RIB
ECOBANK	30014	00001	01404655801	30

- Transfert d'argent via Western Union, MoneyGram, Charden Farel, Mawéné etc.
- Airtel Money en composant *128*100*Montant*Code pin personnalisé#Ok.
- MTN Mobile Money en composant *105# Ok, puis suivez les instructions.

Nous comptons sur le concours de tous pour la réalisation de ce projet.

Description de la nouvelle église ICC Brazzaville

- Un auditorium principal d'une capacité de plus de 2500 places
- Un auditorium annexe d'une capacité de 500 places
- Deux bâtiments annexes contenant 18 salles polyvalentes
- Un parking de plus de 200 places
- Une cafétéria
- Une librairie et une bibliothèque
- Des espaces verts
- Un espace récréatif pour enfants

Ne laissez pas l'histoire s'écrire sans vous !
Semez abondamment dans le Royaume de Dieu et récoltez toutes sortes de grâces et de bénédictions.

Exode 25 : 2-3, 8

«² parle aux enfants d'Israël. Qu'ils m'apportent une offrande ; vous la recevrez pour moi de tout homme qui la fera de bon cœur. ³ Voici ce que vous recevrez d'eux en offrande : de l'or, de l'Argent et de l'airain ;...
⁸ Ils me feront un sanctuaire, et j'habiterai au milieu d'eux »

Contacts
Tél: (+242) 06 850 0555 / 05 050 1515
Adresse : 1 rue Dzabana Jadot, diata. Derrière le Stade MASSAMBA DÉBAT

✉ : info@lespiliersduroyaume.org
f : Les Piliers du Royaume

www.lespiliersduroyaume.org

A l'attention des citoyens russes résidant en République du Congo

L'Ambassade de la Fédération de Russie tient à informer les citoyens de la Fédération de Russie résidant en République du Congo de la tenue en Russie le 18 septembre 2016 des élections parlementaires à la Douma d'Etat.

Pour assurer le scrutin en République du Congo l'Ambassade envisage d'organiser le vote :

- le 11 septembre 2016 à Pointe-Noire à l'adresse suivante : 21, avenue Moe Telli, Centre-ville «A», arr. 1 Lumumba (bureau du Consul Honoraire de la Russie),
- le 18 septembre 2016 à Brazzaville au Centre culturel russe, sis 26, avenue Amilcar Cabral, à côté du supermarché Casino.

Les bureaux de vote seront ouverts de 8 h 00 à 20 h 00.

La participation de tous est vivement souhaitée.

Coordonnées de la commission électorale :

Tel. 05-550-30-14,

e-mail: amrussie@yandex.ru

SPECTACLE !!!

L'artiste musicienne Annie Ngala Opopo et la Chorale Loma en concert le dimanche 18 septembre 2016, à partir de 15 heures, au bar le Music hall (Top 50), au croisement de la rue Benin avec l'avenue Marien Ngouabi, Mikalou.

Venez nombreux vibrer au rythme de la danse Odôdô Yebo.

PAF: 1000 FCFA

Contact: 06 866 62 80

Avis de recrutement

Dans le but d'étendre et redynamiser son réseau de distribution, le quotidien "Les Dépêches de Brazzaville" portent à la connaissance du public brazzavillois qu'il recrute des revendeurs pour étoffer sa force de vente.

Toute personne intéressée est priée de se rapprocher de nos bureaux ou de nous contacter au : 06 800 76 36 / 05 595 34 94.

Réception :

- Lundi
 - Mercredi
 - Vendredi
- } 10h00-12h00 / 15h00-17h00

.....

Programme relatif aux obsèques de Viviane Mialoungula

Vendredi 16 septembre 2016



-7h30 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;
 -9h00 : recueillement au domicile sis, n°51, rue Kongo Texaco la Tsiémé ;
 -12h00 : messe à Ndona Marie à Kinsoundi-Massina ;

-13h00 : départ pour le cimetière Loukanga II ;

-17h00 : fin de cérémonie.

NÉCROLOGIE

Messieurs Wabout Jocelyn Francis, Lebaly Émile et Dilantsi Antoine Geismar ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès inopiné de leur mère et soeur Mpoukémé Yvonne, survenu le 12 septembre 2016, à Brazzaville. La veillée se tient au 25, rue Moukilandzouli, quartier Lycée Thomas Sankara.



La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

VENTE

Parcelle à vendre avec Maison au marché de Ouenzé.

Prix 130 millions

Superficie : 400 m²

Tél. : 05 525 13 35 / 06 651 36 53

**Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches**



Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville

